

**NEW YORK, □ Etats-Unis, 21 septembre (Infosplusgabon) - Le Secrétaire Général des Nations Unies, António Guterres a exprimé, mercredi, la disposition de l'organisation internationale à contribuer à l'entrée en vigueur du traité mondial interdisant les essais nucléaires, adopté il y a plus de 20 ans, tout en soulignant que les actions "déstabilisatrices et provocatrices" de la République populaire démocratique de Corée (RPDC), visaient à remettre en cause la norme internationale contre les explosions nucléaires.**

"Une chose que je prends très au sérieux en tant que Secrétaire Général est le fait que je suis dépositaire du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN)", a déclaré M. Guterres dans son discours à une conférence bisannuelle sur la facilitation de l'entrée en vigueur de ce traité, qui s'est tenue au siège des Nations Unies à New York.

"Un TICEN en vigueur sera une étape clé sur le chemin d'un monde débarrassé des armes nucléaires. Il a le potentiel d'empêcher la course à l'armement nucléaire, ainsi qu'une escalade des tensions régionales et bilatérales", a-t-il ajouté.

Depuis son adoption en 1996, 183 Etats ont signé le Traité et 166 Etats l'ont ratifié.

Cependant, pour entrer en vigueur, il doit être ratifié par tous les 44 Etats qui ont officiellement

participé à la session de 1996 de la Conférence sur le désarmement et qui possédaient la puissance nucléaire ou des réacteurs de recherche à l'époque.

Sur ces 44 Etats, la Chine, l'Iran, les Etats-Unis, l'Egypte et Israël ont signé le traité, mais ne l'ont pas encore ratifié. La RPDC, l'Inde et le Pakistan ne l'ont pas signé.

M. Guterres a noté que pendant près de 20 ans, à la seule exception de la Corée du Nord, tous les pays possédant l'arme nucléaire ont contribué à l'instauration d'une culture mondiale contre les essais nucléaires à travers leur moratoire volontaire unilatéral.

"Malheureusement et dangereusement, les actions déstabilisatrices et provocatrices de la Corée du Nord visent à remettre cette norme en question - et avec elle, la stabilité dans le monde", a-t-il indiqué, en réaffirmant qu'il était temps de faire de cette norme une obligation juridiquement contraignante.

En s'adressant également à cette réunion, le président de l'Assemblée Générale, Miroslav Lajčák a déclaré qu'avec l'entrée en vigueur du TICEN, un arrêt total de tous les essais nucléaires sera encore plus envisageable.

"Ne vous y trompez pas: nous avons besoin de ce traité", a-t-il affirmé.

"Si nous voulons éliminer le risque des attaques nucléaires, nous devons arrêter les essais nucléaires. Si nous voulons faire cesser les essais nucléaires, il nous faut un instrument juridiquement contraignant. Et si nous voulons un instrument, il nous faut une volonté politique pour y parvenir".

FIN/INFOSPLUSGABON/POL/GABON 2017

© Copyright Infosplusgabon